

Rétrospective 2023

De nouveaux billets de 10 mille et 5 mille BIF mis en circulation



Les enfants en situation de rue : un problème insoluble ?



La malnutrition, une évidence au Burundi



La politique des logements sociaux en veille



Les loyers explosent de façon époustouflante



...en proie aux effets du changement climatique



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial Une année de crise économique



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

L'année 2023 a été caractérisée par une dégradation continue des

indicateurs macroéconomiques avec une inflation record, une pénurie des devises sur le Forex, la dévaluation de la monnaie locale et une pénurie récurrente des produits pétroliers. En dépit des mesures prises pour assurer l'approvisionnement en hydrocarbures, la pénurie du carburant persiste. Les produits pétroliers se raréfient alors qu'ils constituent le gros des importations en termes de dépenses en devises.

L'économie burundaise vacille. Le pays n'a pas assez de devises pour couvrir ses importations. Ce qui plonge le pays dans

une spirale inflationniste. Les prix des denrées alimentaires restent volatiles sur le marché. Le mois dernier, un kilo de petit pois frais a frôlé les 18 000 FBu. D'ailleurs, l'inflation tirée par les produits alimentaires s'établit à 27 % au début du mois de décembre 2023. Apparemment, la dévaluation de la monnaie intervenue en avril 2023 n'a pas produit les effets escomptés. D'après le communiqué du FMI, la dépréciation de 38 % du taux de change nominal effectuée par la Banque centrale a temporairement réduit la prime sur le marché de change parallèle. Cependant, cette

prime a de nouveau augmenté passant de 42% à 57% entre mai et septembre 2023.

Dans le domaine de l'environnement, le Burundi est en proie aux effets du changement climatique. Sur l'ensemble du territoire, des catastrophes naturelles caractérisées par des inondations, les pluies torrentielles, les vents violents ou la prolongation de la saison sèche ont été signalées. Au cours des trois derniers mois, les catastrophes naturelles ont endommagé d'une manière répétitive les maisons, les écoles, les hôpitaux, les routes

et d'autres infrastructures. Le pays connaît une pluviométrie anormalement élevée ponctuée par des températures records.

La rédaction vous propose les grands moments de l'actualité socio-économique qui a marqué l'année 2023. Nous profitons de l'occasion pour vous souhaiter nos meilleurs vœux de prospérité et de bonne santé pour l'an 2024 qui approche à grands pas.

ECONOMIE

De nouveaux billets de 10 mille et 5 mille BIF mis en circulation

Sur annonce de la Banque de la République du Burundi, les billets de 10.000 et 5 000 BIF datés du 4 juillet 2018 ont été retirés de la circulation et remplacés par ceux datés du 7 juin 2023. La Banque centrale a expliqué cette décision par l'augmentation de la circulation fiduciaire dans le circuit informel de ces billets

financières qui collectent les dépôts et accordent des crédits.

Un délai de 10 jours a été accordé aux détenteurs des billets de 10.000 BIF et de 5.000 BIF de les déposer sur leurs comptes ouverts dans les banques et les microfinances. Ceux qui n'en ont pas ont été invités à les ouvrir. A partir du 18 juin 2023, ces anciens billets n'avaient plus cours légal.

Le dépôt était limité à 10 millions BIF par personne et par jour

Le gouverneur de la BRB a ainsi appelé les banques et les microfinances à faciliter l'échange des billets en cours de retrait. Toutefois, le total des dépôts était limité à 10 millions BIF par jour sur un compte d'une personne physique. Sur un compte d'une personne morale, le total des dépôts est limité à 30 millions BIF par jour et par compte



A partir du 18 juin 2023, les anciens billets de 5 000 et 10000 BIF du 4 juillet 2018 n'avaient plus cours légal.

Pour faciliter les détenteurs de ces billets en cours de retrait de la circulation qui habitent dans des endroits éloignés des agences des banques et des microfinances, la BRB avait déployé ses agents pour faciliter l'échange sans dépasser

un montant de 100 mille BIF par personne et par jour.

Une décision jugée contraire à la loi

Au lendemain de cette décision,

Faustin Ndikumana, président de l'ONG locale Parcém fustigeait qu'il y aura des victimes de cette décision. Il a avancé le fait qu'il n'y a pas de loi sur le sol burundais qui interdit la thésaurisation ou qui détermine la somme d'argent cash qu'une personne est autorisée à porter sur lui. « C'est une perte énorme pour le pays compte tenu du coût en devises de la fabrication d'autres billets et pour les gens dont les billets ont été transformés en papiers alors qu'il n'y a pas de règlement qui les empêchent de les posséder », disait Faustin Ndikumana

Il a suggéré d'instaurer une loi qui détermine la somme d'argent qu'une personne est autorisée à porter sur lui en cash ou de conserver chez elle comme dans d'autres pays. Il faut aussi définir d'une façon claire et précise le montant qu'une personne ne peut pas payer en cash pour favoriser le paiement électronique.

Dona Fabiola Ruzagiriza

ECONOMIE

La dévaluation du BIF

Le 4 mai 2023, le taux de change officiel de la BRB est passé de 1\$=2.089 FBu à 1\$=2.875 FBu sur le Marché Interbancaire de Devises. Ce qui revient à une dévaluation de 37,6% du FBu. Une solution qui est brandi par le FMI, mais dont les résultats ont été mitigés



La récente dévaluation de la monnaie Burundaise affecte l'ensemble des entreprises locales.

exigées par le FMI pour décaisser un prêt de 271 millions USD, une facilité de crédit élargie. D'après le programme du FMI, l'unification des taux de change, donc la dévaluation était un moyen de rétablir l'équilibre entre la valeur en devises des exportations et des importations. Une solution pour faire face au déficit budgétaire et au déclin de l'activité économique.

Une décision qui a plutôt affecté négativement le climat

Malgré cette somme de devises

injecté dans le marché de change, celui-ci resté instable et le climat des affaires a continué à se détériorer. La récente dévaluation de la monnaie Burundaise affecte l'ensemble des entreprises locales. Devant les membres de la chambre haute, Marie Chantal Nijimbere, la ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme a confirmé cette hypothèse en révélant trois principales causes de la hausse généralisée des prix des produits fabriqués localement. Elle parle de la pandémie de Coronavirus, de la hausse du prix du carburant, mais aussi la dévaluation du BIF.

« Comme les industriels s'approvisionnent sur le marché extérieur, la cherté des devises influe sur les coûts de production dans la mesure où les matières premières deviennent plus chères. Raison pour laquelle, les industries locales viennent de réviser leurs prix », a-t-elle tempéré

Le projet de loi révisé

Dans le conseil des ministres du 13 décembre, il a été signalé la préparation de la loi rectificative des finances. Celle-ci intervient pour intégrer l'impact de la mesure de dévaluation de la monnaie

nationale. Cette dévaluation n'avait pas été prise en compte dans le budget initial en cours d'exécution, lit-on dans le compte rendu du conseil. « Au cours du premier trimestre de l'année budgétaire 2023-2024, le montant des recettes a accusé une contreperformance de 3,8% par rapport aux prévisions »

Ainsi, plusieurs activités prévues dans le budget ont été annulées, suspendues ou révisées.

Dona Fabiola Ruzagiriza

BurundiEco
Burundi Eco - Vendredi, 29 Décembre 2023 - n°590

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 28 Décembre 2023

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2833	2878
Euro	3148	3199
Shi. Kenyan	18,1026	18,3946
Shi. Tanzanien	1,1287	1,1469
Shi. Ougandais	0,7525	0,7646
Fr Rwandais	2,2619	2,2984

Les abandons scolaires, une triste réalité

De Makamba à Kirundo en passant par Rutana et Ngozi, des milliers de cas d'abandons scolaires ont été enregistrés au premier trimestre de l'année scolaire 2022-2023. La pauvreté des ménages en serait la cause principale

D'après Louise Nshimirimana, conseillère chargée de la planification et des statistiques dans la direction provinciale de l'enseignement à Rutana, 4 411 élèves ont abandonné l'école au cours premier trimestre de l'année scolaire 2022-2023 dans la province de Rutana. Parmi ces cas d'abandons scolaires, les filles sont au nombre de 1 908 tandis que les garçons sont au nombre de 2 503.

« Les causes de ces abandons scolaires sont notamment la pauvreté dans les ménages, le désintéressement, la recherche du travail saisonnier, les grossesses non désirées... », a expliqué Mme Nshimirimana.

C'est la même chose à Makamba. « 4795 élèves ont abandonné l'école au premier trimestre de l'année scolaire 2022-2023 dans cette province », a précisé Syrdie Ndagijimana, conseiller chargé de la planification et des statistiques dans la direction provinciale de l'enseignement à Makamba. Il a annoncé que parmi ces cas d'abandons scolaires, les filles sont au nombre de 2 215, tandis que les garçons sont au nombre de 2 580.

La même cadence au Nord du pays

Anicet Ndayisenga, conseiller administratif et financier dans la direction provinciale de l'enseignement à Kayanza a confirmé des cas d'abandons scolaires dans cette province. « 264 élèves ont abandonné l'école au niveau préscolaire, 4 833 élèves ont abandonné l'école au niveau de l'école fondamentale, 163 élèves ont abandonné au niveau de l'école post-fondamentale générale... », a fait savoir M. Ndayisenga. Et d'ajouter : « Les élèves qui abandonnent l'école sont issus des ménages pauvres. Il y



Louise Nshimirimana, conseillère chargée de la planification et des statistiques dans la direction provinciale de l'enseignement à Rutana : « Les causes de ces abandons scolaires sont notamment, la pauvreté dans les ménages, le désintéressement, la recherche du travail saisonnier, les grossesses non désirées... »

a d'autres qui quittent l'école à cause de l'échec scolaire, des maladies, des grossesses non désirées ».

Gratien Irakiza, directeur communal de l'enseignement à Kiremba

dans la direction provinciale de l'enseignement de la province de Ngozi n'y va pas par quatre chemins. Il indique que les cas d'abandons scolaires augmentent du jour au jour comparativement aux années

antérieures. « Les cas d'abandons scolaires pour les 3 premiers cycles de l'école fondamentale jusqu'en date du 23 février 2023 sont évalués à 1 166. Pour le 4ème cycle et le niveau post-fondamental, on a 346 cas d'abandons scolaires », a-t-il martelé.

Léocadie Mukaporona, directrice provinciale de l'enseignement dans la province de Kirundo a annoncé que le programme des cantines scolaires est fonctionnel dans quelques écoles de la province de Kirundo. La plus-value est que dans les établissements où le programme est implanté, il y a un nombre important d'élèves. Elle a fait savoir qu'à la fin du premier trimestre de l'année scolaire 2022-2023, sur 196 926 élèves inscrits, on enregistre 7 989 cas d'abandons scolaires dont 4234 garçons et 3755 filles. Les changements climatiques qui occasionnent une faible production agricole seraient la cause principale de ces cas d'abandons scolaires.

Gilbert Nkurunziza

DEVELOPPEMENT

Vers la Construction du chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega ?

Un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) est d'une impérieuse nécessité dans la zone du projet de construction du chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega, tronçon Malagarazi-Musongati-Gitega. Cela pour éviter les plaintes liées aux compensations pendant et après le projet. En plus de cela, la BAD a déjà approuvé 696 millions USD pour ce projet de chemin de fer



La voie ferrée stimulera le transport de grosses quantités de marchandises du Burundi au port de Dar-es-Salaam, dont le nickel, un minerai présent au Burundi dans les localités de Musongati, Waga et Nyabikere pour au moins 150 millions de tonnes.

seront perdus et 175, 47 hectares de terres agricoles seront perdus.

Le rapport précise que 1758 maisons seront entièrement détruites. Il en est de même pour 62800 pieds d'arbres fruitiers et cultures pérennes, 11342

arbres agroforestiers, 234326 pieds d'arbres forestiers, 13 boutiques de kiosques commerciaux, 2 écoles, 9 églises, 1 marché, 2 infrastructures sanitaires et 126 poteaux électriques de la Regideso qui seront déplacés.

En ce qui est de la reconduction d'une même enveloppe sur deux années budgétaires successives pour le projet de construction du chemin de fer, le rapport de la commission permanente chargée des questions économiques, de l'environnement, des finances et du budget sur le projet de loi qui portait fixation du budget général de l'Etat, exercice 2023-2024 précise que cela se justifie dans le cadre de rassurer les partenaires. Ceux-ci sont la Tanzanie et la Banque Africaine de Développement (BAD).

La BAD a approuvé 696 millions USD pour le projet de chemin de fer conjoint entre la Tanzanie et le Burundi

Mi-décembre 2023, le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un financement de 696,41 millions USD pour le Burundi et la Tanzanie afin de lancer la phase II du projet

conjoint Tanzanie- Burundi - RDC de construction du chemin de fer électrifié à écartement standard (SGR).

Cette phase verra la construction de 651 km de chemin de fer électrifié à voie unique reliant le Burundi au réseau tanzanien existant et à terme au port de Dar-es-Salaam. Le projet est divisé en trois tronçons à savoir: Tabora-Kigoma (411 km) en Tanzanie, Uvinza-Malagarazi (156 km) en Tanzanie et Malagarazi-Musongati (84 km) au Burundi.

L'engagement de la BAD comprend 98,6 millions USD de dons pour le Burundi et 597,79 millions USD de prêts et garanties pour la Tanzanie. En outre, la BAD mobilisera également 3,2 milliard USD auprès des banques commerciales, des institutions financières de développement, des agences de crédit, etc. Le coût total du projet est estimé à 3,93 milliards USD.

Gilbert Nkurunziza

SOCIETE

Les enfants en situation de rue : un problème insoluble ?

Le retrait des enfants en situation de rue de la voie publique est parmi les mesures qui ont été mises en place au Burundi à maintes reprises pour éradiquer la délinquance juvénile, mais sans succès. Ces enfants retournent toujours dans les rues. A quand la solution à ce problème ?

Dans son objectif « zéro enfants en situation de rue dans la ville, zéro sans abris et zéro mendiants », le gouvernement du Burundi a tenté mille et une stratégies pour retirer les enfants en situation de rue des voies publiques à Bujumbura. Parfois on a interdit aux bienfaiteurs de leur faire des aumônes, parfois les agents de l'ordre font une rafle, chargent ces enfants dans les camions pour les ramener dans leurs familles respectives à l'intérieur du pays.

En juillet 2022, le gouvernement du Burundi via trois ministères : celui en charge de la solidarité, celui en charge de l'intérieur et celui en charge de la justice ont pris la décision de faire une synergie pour retirer les mendiants et les délinquants des rues. Une stratégie qui devrait être couronnée de succès, mais cela n'a pas été le cas. Un peu plus tard, des rafles ont été organisées sur les voies publiques, notamment à Bujumbura. Certains des enfants en situation de rue ont été acheminés dans un centre d'encadrement des enfants retirés de la rue construit à Cankuzo.

Les enfants retirés de la rue vivent le calvaire à Cankuzo

Les enfants vivent dans des conditions précaires et ils ont besoin d'une assistance d'urgence dans le centre d'encadrement situé sur la colline Munzenze de la commune



Les enfants retirés de la rue et qui vivent dans le centre d'encadrement en commune Mishiha de la province Cankuzo ont besoin d'une assistance d'urgence.

Mishiha en province de Cankuzo.

Par exemple, les sheetings qui couvrent les maisons dans lesquelles

ils dorment sont déchirés. En conséquence, quand il pleut, même pendant la nuit, tout le monde se réveille pour s'abriter ailleurs. La

plupart des enfants dorment à même le sol. Ils ne mangent pas assez. Ils consomment presque toujours le riz et le haricot en quantité insuffisante sans huile ni sel. Ils n'ont pas d'habits ou de couvertures et encore moins de savons de toilette. La majorité d'entre eux portent un seul vêtement depuis des mois. A cause des conditions de vie défavorables, certains enfants ont déjà quitté le centre d'encadrement et personne ne sait où ils sont aujourd'hui.

La situation se présente ainsi, alors que les défenseurs des droits des enfants ne cessent pas de rappeler qu'il fallait plutôt identifier les causes qui font que ces enfants quittent leurs familles pour aller vivre dans la rue. Selon eux, tant que le gouvernement ne s'attaquera pas aux racines profondes de ce phénomène, le résultat sera toujours le même.

Gilbert Nkurunziza

Campagne de vaccination contre la polio : près de 3 millions d'enfants visés

Depuis 2011, une campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite a été organisée en juin 2023 pour près de 3 millions d'enfants de moins de sept ans. La campagne s'est déroulée selon la stratégie porte-à-porte

2 731 432 enfants âgés de 0 à 7 ans ont été la cible du nouveau vaccin polio oral. Ce vaccin est intervenu au moment où trois cas avaient été confirmés au mois de mars 2023 dans le district d'Isale relevant de la province sanitaire de Bujumbura. Les premières alertes au poliovirus de type 2 (cVDPV2) avaient circulé il y a de cela plus de 12 ans.

Pour faire face à cette maladie paralysante, plus de 3,7 millions de doses de vaccin (nVPO2) avaient été administrées au mois de juin pendant quatre jours.



« 2 731 432 enfants âgés de 0 à 7 ans ont été la cible du nouveau vaccin polio oral ».

Que chaque enfant soit vacciné contre la polio

Plus de 12 000 vaccinateurs, plus de 5 000 mobilisateurs sociaux, plus de 900 moniteurs de suivi de la gestion du vaccin et des flacons et plus de 700 superviseurs avaient été formés afin d'assurer une couverture maximale.

La campagne de vaccination contre la poliomyélite a connu le soutien de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), du Rotary International, du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), de l'Alliance du Vaccin (Gavi), de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), du Centre pour le Contrôle et la Prévention des Maladies des Etats-Unis d'Amérique (CDC) et de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID).

Mélance Maniragaba

SANTÉ

La malnutrition, une évidence au Burundi

Des milliers d'enfants souffrant de la malnutrition aiguë sont annuellement pris en charge tandis que 50% d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'une malnutrition chronique. Cependant, pas mal d'enfants souffrant de la malnutrition peuvent être pris en charge et stabilisés

En 2022, environ 60 mille enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère doivent être pris en charge chaque année dans le pays. La prévalence de la malnutrition aiguë globale est proche du seuil d'alerte de 5% fixé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).



La malnutrition est en cinquième position sur la liste des causes de la mortalité infantile au monde selon l'OMS.

Ces statistiques sont de loin supérieures au seuil critique de l'OMS qui est de 30%. Cela a été mentionné par la ministre ayant la santé dans ses attributions, lors du forum des femmes leaders.

En plus de cela, plus de 50% d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'une malnutrition chronique. Ce chiffre est de loin supérieur au seuil critique de l'OMS qui est de 30%.

Une malnutrition qui ne décolère pas

Selon l'Indice des Prix à la Consommation (IPC phase 2), il était estimé de mars 2022 à février 2023 que plus de 283 000 enfants âgés de 6 à 59 mois souffriraient de malnutrition aiguë et auraient besoin de traitement au niveau

national. Ce chiffre est supérieur à celui de l'IPC malnutrition aiguë (MNA) de 2021. L'effectif des enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère (MAS) qui s'élevait à 59 000 sur la même période, demeurait supérieurs à celui de 2021. 45 000 femmes enceintes et allaitantes (FEA) pourraient également souffrir de malnutrition aiguë.

Les causes immédiates de la malnutrition sont notamment, un apport alimentaire inadéquat et les maladies, en particulier les infections et le paludisme. La malnutrition vient en cinquième position sur la liste des causes de la mortalité infantile dans le monde selon l'OMS.

Mélance Maniragaba

EDUCATION

Les « poilissimes » déboussolés

Les « poilissimes » (nom attribué autrefois aux étudiants de l'Université du Burundi (U.B) ayant subi le rite du baptême universitaire) qui sont encore sur le banc de l'amphithéâtre vivent dans des conditions précaires. La vie en dehors des homes universitaires pousse la majorité des étudiants issus des familles pauvres à faire face à une inflation galopante

La suppression des frais de bourse au profit du prêt-bourse, la fermeture du restaurant universitaire et la hausse généralisée des prix affectent la vie estudiantine. Les conditions de vie des étudiants qui fréquentent l'U.B appelée « Rumuri » (lumière) restent précaires.

Les lauréats des écoles secondaires boudent l'U.B. D'années en années, les auditoires sauf pour les filières dites stratégiques manquent de candidats. Avec cette année académique en cours, la situation reste préoccupante.

Le taux d'inscription a été faible dans certaines filières. Ce qui a contraint le ministre en charge de l'éducation à revoir à la baisse

les notes minimales exigées pour se faire inscrire à l'U.B et à l'Ecole Normale Supérieure (ENS). Dr François Havyarimana a expliqué que certains candidats n'ont pas répondu favorablement à l'appel de se faire inscrire.

Un prêt bourse irrégulier

La pauvreté qui sévit dans les familles et les mauvaises conditions de vie des étudiants seraient à l'origine de ce désintéressement. Les candidats ne peuvent plus tenir face à la dégradation des conditions de vie dans un contexte d'inflation généralisée. En outre, certaines formations sont obsolètes et n'offrent pas aux lauréats de l'U.B plusieurs choix sur le marché du travail. Ce qui relance les débats sur l'adéquation formation-emploi. Le service académique de l'Université du Burundi a déjà publié une liste de filières ayant des places vacantes. Toutes les filières confondues, les places vacantes sont évaluées à 946. Les langues et la littérature n'attirent plus grand monde car le nombre de places à pourvoir dans ces branches s'élève à 412, soit 43% des places disponibles.

La plupart des étudiants de l'Université du Burundi viennent de l'intérieur du pays. Ils occupent



La suppression des frais de bourse au profit du prêt-bourse, la fermeture du restaurant universitaire et la hausse généralisée des prix affectent la vie estudiantine.

les ghettos de la zone périurbaine, notamment à Kanyare, Mugoboka, Gikungu... Dans ces endroits, les frais de location sont plus ou moins abordables comparativement aux quartiers proches du centre-ville.

Avec le prêt-bourse irrégulier de 60 mille FBu, ils vivent dans des conditions minables.

Les étudiants ne mangent pas à leur faim. Leur alimentation est

exclusivement composée de pâtes de manioc, de haricots, de légumes quelquefois. Le manioc et le haricot proviennent des familles respectives des étudiants.

Ce n'est pas un cas isolé, car il n'est plus à démontrer que les mauvaises conditions de vie exposent les étudiants aux maladies. Faute de moyens pour se faire soigner, certains étudiants perdent leur vie là où ils étaient censés venir pour améliorer leur train de vie. Les témoignages recueillis dans un des campus de la capitale économique rapportent qu'un autre cas de décès a été enregistré très récemment. « Nous étions en pleine session et notre camarade est tombé malade. Il était faible et restait souvent chez lui. Sa santé s'est vite dégradée et ses colocataires ont informé ses parents, mais c'était trop tard. A peine admis à l'hôpital universitaire Roi Khaled, le jeune étudiant est décédé des suites de la maladie dépistée tardivement », déplore une étudiante à l'U.B.

Les mauvaises conditions de vie des étudiants se répercutent sur le rendement académique.

Mélance Maniragaba

Les cantines scolaires teintés de moult défis

Pour contrecarrer les cas d'abandons scolaires qui explosent, le gouvernement a mis en place un vaste programme d'alimentation scolaire. Cependant, les défis persistent pour atteindre une alimentation scolaire universelle

Environ 10% d'enfants abandonnent l'école chaque année. L'insécurité alimentaire est l'un des facteurs qui sont à l'origine des abandons scolaires.

Pour réduire les déperditions scolaires, le gouvernement et ses partenaires ont mis en place un Programme National d'Alimentation Scolaire (PNAS). Ledit programme élargi fournit des repas sains et équilibrés aux enfants du Fondamental, c'est-à-dire du préscolaire à la 9ème année. Cela dans le but d'améliorer les indicateurs scolaires, à savoir : la réduction du taux d'abandons



Actuellement, le programme des cantines scolaires touche 700 000 enfants sur une cible de 2,8 millions d'enfants.

scolaires, de redoublement, mais aussi la promotion du taux de réussite et d'achèvement. La cantine scolaire permet également

d'améliorer la santé de l'enfant, car l'élève a droit à un repas riche en éléments nutritifs pour son développement mental et cognitif.

Il y a encore à faire

La mise en œuvre du PNAS se heurte

à plusieurs défis, entre autres ceux liés aux ressources financières assez limitées pour répondre à une demande de plus en plus croissante. Actuellement, le programme touche 700 000 enfants sur une cible de 2,8 millions d'enfants.

« A cela s'ajoute le manque d'infrastructures de base : pas de système d'approvisionnement en eau potable dans les écoles, absence des réfectoires et des stocks de vivres ainsi que des sanitaires », déplore Liboire Bigirimana, le Directeur National Des Cantines Scolaires au Burundi.

Cependant, l'utilisation du bois comme source d'énergie favorise la déforestation aux alentours des cantines scolaires. D'où la nécessité d'initier une forme innovante de cantines écologiques.

Mélance Maniragaba

DEVELOPPEMENT

La modernisation et la réhabilitation du port de Bujumbura en cours

Prévus sur deux ans, les travaux de modernisation et de réhabilitation du port de Bujumbura sont en train d'être facilités et coordonnés par l'Agence de Facilitation du Transport de Transit sur le Corridor Central (AFTTCC) et exécutés par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) pour un coût total de 31 millions USD

Jean Baptiste Biherengende, directeur général de l'Autorité Maritime, Portuaire et Ferroviaire (AMPF) a annoncé vendredi le 17 mars 2023 que les travaux de modernisation et de réhabilitation du port de Bujumbura arrivaient à plus 70 %.

A cette date, selon Amb Biherengende, les travaux déjà exécutés concernaient la construction de la déviation du



La modernisation et la réhabilitation du port de Bujumbura lui permettra d'accueillir de gros bateaux.

canal de Buyenzi d'1 km 140 mètres où se déversent les sédiments et les alluvions du bassin portuaire, la construction d'un terminal à conteneurs ayant une capacité d'accueil de 360 à 400 conteneurs de 20 pieds et le dragage du bassin

portuaire. Un nouveau quai a été également érigé et facilitera la réparation rapide des bateaux en cas de panne. Ceux qui tombent en panne aujourd'hui sont acheminés au port de Kigoma en Tanzanie pour réparation.

Alors que trois quarts des import-export passent toujours par la route, Amb.Biherengende précise que l'usage de la voie lacustre permettra un gain de 40% sur les dépenses en matière de transport. Il a invité l'AFTTCC à programmer la sensibilisation des opérateurs économiques à utiliser la voie multimodale comme moyen de transport.

La modernisation et la réhabilitation du port de Bujumbura est l'aboutissement d'un long processus. L'accord de financement du projet a été signé en 2019. Cela au moment où les études de modernisation du port de Bujumbura ont été réalisées en 2013 tandis que l'accord de réhabilitation a été signé en 2014.

La modernisation du port de Bujumbura est prometteuse

Dans une interview accordée à

Burundi Eco en février 2023, Janvier Nsengiyumva, directeur commercial de la société Global Port Services Burundi (GPSB) en charge de la gestion du port a signalé que depuis janvier 2023, GPSB a commencé à travailler 24 heures sur 24 heures.

La décision a été prise pour augmenter les rotations des bateaux qui passaient beaucoup de temps sur le quai en attente de déchargement pour un port qui a une capacité d'accueillir en même temps entre 15 et 20 bateaux contenant une cargaison de plus de 9000 tonnes.

La modernisation et la réhabilitation du port de Bujumbura lui permettra d'accueillir de gros bateaux et d'augmenter sa capacité d'accueil qui est actuellement de 500 000 tonnes par an.

Gilbert Nkurunziza

SOCIETE

La politique des logements sociaux en veille

La politique des logements sociaux aurait pu démarrer avec la saison sèche de l'année 2023. 33 000 maisons étaient prévues d'être érigées chaque année dans l'objectif de booster le taux d'urbanisation et de répondre à la vision d'avoir un Burundi émergent à l'horizon 2040

La mise en œuvre de la politique des logements sociaux devrait commencer avec la saison sèche de l'année 2023, a indiqué Dieudonné Dukundane, ministre en charge des infrastructures au mois de juin 2023.

Selon lui, c'est dans l'objectif de répondre à la vision d'avoir un Burundi émergent en 2040 et la vision d'avoir un Burundi développé en 2060, a-t-il éclairé. Pour gagner le pari, Dukundane a fait savoir qu'on compte construire pas moins de 33 000 maisons par an. Dans ce

sens, le taux d'urbanisation du pays va passer de 14% à 40% d'ici 2040.

Selon Dukundane, la politique des logements sociaux concerne tout le monde. Ce ne sont pas seulement les fonctionnaires de l'Etat comme cela se faisait autrefois. Les commerçants, les agri-éleveurs, etc sont aussi concernés.

Pourtant, il laisse entendre qu'on ne va pas octroyer ces logements à n'importe qui. Le bénéficiaire d'une telle maison doit signer un contrat pour se rassurer qu'il sera à mesure de payer tout le coût de la maison lui attribuée.

Et Dukundane d'affirmer que ces maisons ne seront pas chères. Le coût de ces dernières va varier selon leur taille. Il sera fixé selon le taux d'intérêt et le coût des matériaux de construction.

Dukundane explique que cette politique des logements sociaux permettra de réduire le coût des



La mise en œuvre de la politique des logements sociaux devrait commencer avec la saison sèche de l'année 2023.

parcelles et les loyers. Elle vient aussi pour protéger les terres arables, surtout la plaine de l'Imbo. Il rappelle qu'il est désormais interdit de construire dans les zones non viabilisées.

Selon toujours Dukundane, le projet de construction des logements sociaux est initié après

avoir longtemps observé une course effrénée pour l'acquisition des parcelles individuelles via un commerce devenu très spéculatif à travers tout le pays, du fait que les terrains à construire octroyés par les services publics ne peuvent plus satisfaire la demande.

Au terme d'une viabilisation par

intégration, on espère construire sur le site de KIZINGWE-BIHARA plus de 5.000 appartements en logements sociaux sur un espace qui pourrait abriter 600 acquéreurs de parcelles uniquement. En détails, il est prévu d'y ériger 52 blocs de 5 niveaux comportant 3120 appartements de type I et 72 blocs de 5 niveaux comportant 1440 appartements de type II. On compte aussi y construire 66 blocs de 5 niveaux comportant 660 logements de type III et 72 logements VIP.

Le site a une superficie de 300 ha, 53% revenant aux propriétaires des terrains, tandis que les 47% restant reviendraient à l'Etat. Sur le site SOCARTI, il sera construit 1 600 appartements en logements sociaux.

Notons qu'à peu près 50 000 personnes se sont inscrites pour demander des logements sociaux, surtout dans la municipalité de Bujumbura.

Jean Marie Vianney Niyongabo

A quand le dégel des annales dans les institutions publiques à statuts spéciaux ?

Les fonctionnaires œuvrant dans les institutions publiques à statuts spéciaux attendent impatiemment le déblocage de leurs annales. Ils accusent la commission nationale chargée du déblocage des annales de ne pas se conformer à la loi

Le 1^{er} septembre 2023, le Président de la République a signé le décret n°100/193 portant modalités pratiques de levée du gel des annales et d'avancement et harmonisation du mode d'avancement dans les institutions publiques à statuts spéciaux. Les institutions concernées sont le ministère de la Justice (à l'exception des agents de l'ordre judiciaire), les administrations personnalisées de l'Etat, les établissements publics à caractères administratif, industriel et/ou commercial et les administrations à caractère social.

Le décret fixe également le taux d'avancement à 7% pour la note

« ELITE », 6% pour la note « TRES BON » et 4% pour la note « BON » sur le salaire de base et cela pour une période allant de 2016 à 2023. La mesure devait être exécutée pendant le mois d'octobre. Mais, ces fonctionnaires devront attendre encore pour que certaines institutions puissent corriger les erreurs. Sinon, celles qui ont fourni de bons calculs, Elles vont être régularisées avec le mois d'octobre, promet le ministre des Finances.

Invité à l'Assemblée Nationale, Audace Niyonzima, ministre des Finances fait savoir que 130 institutions ont déjà présenté leurs chiffres, mais que la commission a trouvé qu'ils ont fait des calculs erronés. « Nous avons trouvé qu'ils ont essayé de se régulariser et les montants des salaires qui étaient prévus ont été dépassés », explique le ministre.

A l'assemblée nationale, le ministre Niyonzima a indiqué que malgré que la loi était claire qu'il n'y a pas



Les fonctionnaires œuvrant dans les institutions publiques à statuts spéciaux attendent impatiemment le déblocage de leurs annales.

d'augmentation de salaire, il y a des fonctionnaires concernés par le cas dont les salaires ont continué à augmenter. « Pourquoi certains fonctionnaires ont bénéficié de l'augmentation et d'autres non alors que la loi était claire là-dessus ? C'est ce que la commission est en train de bien étudier », informe Niyonzima.

Quant aux fonctionnaires, ils déplorent que la commission nationale qui gère le déblocage des annales a donné un autre canevas contraire à ce que dit le décret du 1er septembre 2023. « Pas d'avancement de grade, pas de primes, c'est quel genre de dégel ? », s'interroge un des cadres des institutions concernées.

Jean Marie Vianney Niyongabo

SOCIETE

Municipalité de Bujumbura : Les loyers explosent de façon époustouflante

Les habitants de la ville de Bujumbura tirent la sonnette d'alarme du fait que les loyers explosent de façon époustouflante. Ils demandent au gouvernement de réguler les loyers. Sinon, cette situation risque de créer des conflits sociaux. Les détails dans ce numéro

Dans un entretien avec certains habitants du quartier Mutakura samedi le 6 mai 2023, il est ressorti que les propriétaires des maisons sont dans une course à la revue à la hausse des loyers. «Le loyer de ma maison de deux chambres-salon avec douche-toilette à l'intérieur est passé de 150 000 FBu à 250 000 FBu», déplore un magistrat, habitant ce quartier.

C'est le même calvaire que vit chez un enseignant habitant la même localité. Le loyer de la maison qu'il occupe est passé de 160 000 FBu à 250 000 FBu.



Les habitants de la ville de Bujumbura tirent la sonnette d'alarme du fait que les loyers explosent de façon époustouflante.

Les locataires de la 3^{ème} avenue dans une des parcelles dudit quartier sont aussi dans une désolation inouïe suite à la hausse des loyers des habitations. «Une maison qui était louée à 170 000 FBu a vu son loyer grimper à 300 000 FBu. Celle de 30 000 FBu à 50 000 FBu et celle de 50 000 FBu à 70 000 FBu», se désole un autre habitant du quartier Mutakura.

Même son de cloche pour les locataires de ce même quartier à la troisième avenue dans une autre parcelle. Ceux qui se sont entretenus avec Burundi Eco font savoir que le propriétaire de la parcelle veut les chasser par force. Il leur demande de vider les lieux dans l'objectif de dresser des contrats avec de nouveaux locataires.

Ces locataires ne voient pas à quel saint se vouer. Ils disent qu'ils ne sont pas à mesure de payer ces loyers faute de moyens financiers. Les propriétaires sont alors en train de les faire sortir de leurs maisons par force, car ils ne sont pas capables de s'acquitter de leurs loyers. La raison est qu'ils sont très élevés alors que la pauvreté guette la majorité des ménages, laissent-ils entendre.

Ils demandent alors au gouvernement de réguler les loyers des maisons d'habitation dans la municipalité de Bujumbura.

Si rien n'est fait dans l'immédiat pour freiner l'augmentation des loyers, ces locataires estiment que cette situation risque d'être à l'origine des conflits entre eux et les propriétaires des maisons.

Les administratifs et les notables collinaires de la zone Cibitoke contactés affirment que la hausse des loyers commence à devenir la source des conflits sociaux. Ils disent que la majorité des plaintes qu'ils

reçoivent sont liées aux loyers. Les propriétaires des maisons contactés font savoir qu'ils sont en train de revoir à la hausse les loyers, car les prix des autres produits augmentent du jour au jour. «Pour avoir les moyens financiers nécessaires, nous sommes contraints d'augmenter les loyers, car ce sont nos principales sources de revenus», expliquent-ils.

Pierre Nduwayo, président de l'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) affirme que l'augmentation des loyers pose problème aux habitants de la municipalité de Bujumbura. Il demande à l'Etat de réguler les loyers quartier par quartier.

Pierre Nkurikiye, porte-parole du ministère en charge du développement communautaire fait remarquer que l'Etat n'a pas encore pris des mesures relatives à la régulation des loyers.

Jean Marie Vianney Niyongabo

SOCIETE

Polygamie à Kayanza : Les femmes et les enfants en paient un lourd tribut

Le phénomène de la polygamie est une réalité dans la province de Kayanza. Certains hommes se marient avec des jeunes filles. Et les conséquences sont fâcheuses. Les biens de la famille sont dilapidés. Les femmes légitimes et leurs enfants en souffrent

La polygamie est pratiquée dans la province de Kayanza, a précisé Mme Justine Komezadusabe, conseillère du gouverneur de la province de Kayanza chargée des affaires économiques et administratives et présidente du forum des femmes dans ladite province.

Certains hommes se marient avec d'autres femmes. « La plupart de ces derniers viennent se cacher au chef-lieu de la province de Kayanza là où il y a beaucoup de gens », a-t-elle

expliqué. Selon elle, cette mauvaise pratique s'observe en grande partie pendant la période de récolte.

Les conséquences sont fâcheuses

Selon elle, les conséquences de la polygamie sont fâcheuses. Le mari dilapide les biens de la famille. La femme légitime est quelquefois laissée de côté et éprouve des difficultés à prendre en charge ses enfants, car son mari ne parvient pas à satisfaire les besoins de deux ménages. Elle est aussi méprisée. Quelques temps après, des conflits éclatent entre la femme légitime et son époux jusqu'au stade de s'entretuer.

Les enfants en deviennent victimes à tel point qu'ils abandonnent même l'école suite au manque de matériels scolaires, de minerval, etc. Ils sont comme des orphelins et ils commencent à adopter de mauvais comportements tels que le vol, la



Le phénomène de la polygamie est une réalité dans la province de Kayanza.

consommation des stupéfiants, la mendicité, etc.

Quid des pistes de solutions ?

L'administration collabore avec les femmes lumières pour éradiquer ce phénomène qui fragilise les ménages. « Nous sensibilisons auprès de la population de la base au sommet en vue d'éradiquer le phénomène de la polygamie », a fait remarquer Komezadusabe.

Les femmes attrapées en flagrant délit dans la polygamie sont automatiquement renvoyées chez elles. La plupart des femmes et des hommes contactés affirment aussi que la plupart des hommes de cette province pratiquent la polygamie.

Notons que dans l'objectif de combattre avec énergie le phénomène de la polygamie, le pays compte digitaliser le service de l'Etat civil au niveau national et cela est déjà opérationnel dans 11 communes pilotes.

Benjamin Kuriyo

Le Burundi en proie aux effets du changement climatique

De fortes pluies mêlées de grêle et de vent violent ont été signalées sur l'ensemble du territoire. La forte pluviométrie annoncée par les services météorologiques a déjà causé d'énormes dégâts. Des cultures ont été emportées sur plusieurs hectares, pas mal d'infrastructures détruites et les vies humaines n'ont pas été épargnées. La population est dans la désolation totale et craint l'insécurité alimentaire

Les effets du changement climatique se manifestent à travers les catastrophes naturelles dont les inondations, les pluies torrentielles, les vents violents ou la prolongation de la saison sèche. Au cours des trois derniers mois, les catastrophes naturelles sont à l'origine d'énormes dégâts. Des pluies torrentielles, des inondations, des glissements de terrain et des vents violents endommagent d'une manière

répétitive les maisons, les écoles, les hôpitaux, les routes et d'autres infrastructures. Le pays connaît une pluviométrie anormalement élevée ponctuée par des températures records.

Les dégâts enregistrés le 12 novembre 2023 dans les zones Ntamba, Kivyuka et Musigati de la commune Musigati dans la province de Bubanza sont énormes. Joachim Nduwumukama, administrateur de la commune Musigati a fait savoir qu'environ 200 maisons, 3 salles de classe et une église ont été détruites. Les mêmes catastrophes ont été signalées dans la commune Butihinda de la province Muyinga. La colline Munyinya a été fortement touchée avec la destruction des dizaines de hectares de cultures : 14 ha de bananiers, 5 ha de champs de maïs et 3 ha de caféiers ont été emportés par de fortes pluies mêlées de vents violents.

La province de Makamba n'est pas épargnée. Les pluies mêlées de vents violents qui se sont abattues



Les dégâts causés par les fortes pluies qui s'abattent actuellement sur tout le pays sont nombreux.

le matin du dimanche 15 octobre 2023 sur la colline et zone Kiyange de la commune Kibago dans la province de Makamba ont fait qu'il y ait 4 morts, 15 blessés et 100 personnes sans-abris. En outre, durant ces intempéries, 8 salles de classe et trois églises de Pentecôte,

d'EUSEBU et Assemblies of God, ont été détruites.

Une forte pluviométrie plutôt prévisible

La plateforme nationale pour

la réduction des risques de catastrophes avait prédit le 27 septembre 2023 une pluviométrie et une température supérieures à la normale dans toutes les régions naturelles du Burundi jusqu'au mois de janvier 2024.

Suite à cela, Anicet NIBARUTA, directeur général de la protection civile et président de cette plateforme a demandé à la population tant rurale qu'urbaine de prendre toutes les dispositions possibles pour atténuer les conséquences qui pourraient surgir, notamment les inondations, l'érosion du sol, les glissements de terrain, etc.

Les effets du phénomène climatique El Niño (un phénomène climatique caractérisé par des températures anormalement élevées dans la partie Sud de l'océan Pacifique) sont déjà perceptibles et ils se poursuivront jusqu'en 2024.

Benjamin Kuriyo

SOCIETE

Les autochtones de Mpanda en quête du bien-être

Les autochtones habitant le village des autochtones de Bugarama sur la colline Gifugwe de la commune Mpanda dans la province de Bubanza sont en quête du bien-être. Ils pratiquent la culture du manioc, du haricot, le petit commerce et l'apiculture. Malgré leur ambition d'augmenter les variétés de cultures et de mettre en place une industrie agro-alimentaire, ils nécessitent un certain soutien

pour faire le commerce du bois et des légumes dans le village ».

Faire face à la vulnérabilité

Malgré la situation précaire dans laquelle vivent les habitants du village, le chef du village, âgé de 37 ans et père de 3 enfants a précisé que ceux-ci n'ont pas croisé les bras. Cela durant les 6 ans d'existence du village.

« Nous avons créé la coopérative Twehokuki constituée par 92 membres dont 42 femmes et 50 hommes. La coopérative priorise l'agriculture et l'élevage. Actuellement, nous cultivons le manioc et le haricot sur un champ loué à 250 mille FBu par saison. Nous prétendons diversifier les cultures en cultivant les légumes et les fruits (pastèques, poivrons, oignons). Au fur et à mesure, nous envisageons mettre en place une industrie de transformation agro-alimentaire. Cela afin de produire pour l'exportation », a informé



Les autochtones habitant le village des autochtones de Bugarama sur la colline Gifugwe de la commune Mpanda dans la province de Bubanza sont en quête du bien-être.

Evariste Sinzoyiheba, chef du village des autochtones de Bugarama. Il a annoncé que la coopérative pratique l'apiculture. Et de renchérir : « Nous disposons de deux ruches modernes ». La coopérative a un capital de 920 mille FBu investi dans des biens comme 6 chèvres achetées à 600

mille FBu, deux ruches achetées à 200 mille FBu...

Du bon, mais aussi du mauvais

Pour M.Sinzoyiheba, le grand défi

à la réalisation des projets est le manque de terres cultivables. « Nous vivons dans une parcelle de 15 mètres sur 15 mètres. Les terres cultivables sont tellement exiguës qu'elles n'accueillent que les jardins potagers », a-t-il déploré. Les villageois souhaitent aménager des jardins potagers, mais le site n'est pas alimenté en eau potable.

Lors de la célébration de la Journée Internationale des Peuples Autochtones (JIPA) vendredi le 18 août 2023, Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi a promis d'octroyer à chaque ménage des autochtones un hectare de terre arable. Il a promis aussi aux étudiants autochtones une propriété foncière d'un hectare, 2 vaches et 20 lapins. Cela pour les encourager à pratiquer des activités agro-pastorales.

Benjamin Kuriyo

EDUCATION

Les grossesses en milieu scolaire : Un fléau qui perdure

Les cas de grossesses non désirées en milieu scolaire deviennent de plus en plus légion. A part que ces grossesses détruisent la vie des jeunes filles, elles contribuent énormément à la pression démographique. L'introduction des cours en rapport avec la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) dans le cursus scolaire pourrait-elle inverser la tendance ?

de cas que nous n'avons pas pu identifier. Si c'est le cas, tant mieux, car, les chiffres seraient en train de diminuer comparativement aux années antérieures », a fait savoir Raphaël Ciza, Directeur Provincial de l'Education (DPE) dans la province de Bujumbura.

Conséquences d'une responsabilité partagée

Les victimes de ces grossesses sont en grande partie les élèves issues des classes du post fondamental. Bien que les causes des grossesses non désirées soient nombreuses. Raphaël Ciza déplore une forme de lâcheté qui caractériseraient certains parents. Selon lui, les parents devraient parler de la santé sexuelle et reproductive à leurs enfants et cela en des mots clairs. « Il faut qu'ils sachent réellement tous les dangers qui les guettent en s'adonnant aux relations sexuelles étant toujours sur le banc de l'école.



Les victimes des grossesses non désirées sont en grande partie les élèves issues des classes du post fondamental.

Malheureusement, c'est comme si les parents avaient peur d'affronter leurs enfants pour leur prodiguer des conseils en rapport avec la sexualité qui reste un sujet tabou », a-t-il dénoncé.

Selon Claude Badugaritse, directeur provincial de l'éducation à Bubanza,

les auteurs de ces grossesses non désirées sont entre autres les chauffeurs, les commerçants, les élèves entre eux, certains instituteurs déviationnistes, ... la liste n'est pas exhaustive. Les auteurs profitent de la pauvreté dans laquelle baignent ces élèves et leurs familles. Pire encore, les jeunes abusent des réseaux sociaux. Ils consomment sans modération les fausses informations qui pullulent dans les groupes de discussions dont les auteurs ne veulent qu'encourager la délinquance juvénile. Malheureusement, l'ignorance pousse ces jeunes à consommer à tort et à travers tout ce qui passe devant leurs yeux et à développer des attitudes conduisant à pratiquer les rapports sexuels.

Une priorité pour le gouvernement du Burundi

Les cours en rapport avec la santé

sexuelle et reproductive sont aujourd'hui dispensés depuis l'école primaire. « Cela aide les élèves à bien comprendre le fonctionnement de leur corps et ce qui peut leur arriver lorsqu'ils ne prennent pas soin d'eux », ont témoigné les enseignants. L'introduction de ces cours dans le cursus scolaire et la création des clubs de santé dans les différents établissements scolaires serviront à quelque chose dans l'éradication de ce fléau.

Nadine Nibitanga, administrateur de la commune Mpanda dans la province de Bubanza invite les parents à s'impliquer davantage pour éradiquer ce fléau. « Les enseignants ne feront que compléter le travail des parents », fait-elle savoir.

Benjamin Kuriyo

La pénurie du carburant dans l'impasse

L'année 2023 a été marquée par une récurrente pénurie du carburant. La plus récente du mois de décembre a été plus grave que les précédentes. Des stations-service ont passé des semaines à sec, sans mazout, ni essence. Les intervenants ont attribué cette pénurie du carburant à celle des devises pour constituer des stocks stratégiques

Les files indiennes des véhicules qui s'observaient sur différentes stations-service en mairie de Bujumbura, mais aussi ceux des passagers sur les parkings du centre-ville de Bujumbura sont devenues le quotidien des citoyens, mais aussi ceux qui desservent l'intérieur du pays. Les bus de transport en commun se sont raréfiés. La situation est devenue insupportable pour tout Burundais alors qu'il n'y a pas une lumière au bout du tunnel.

La pénurie des devises, une situation aggravante

L'Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques a souvent indiqué que la pénurie du carburant est liée au manque de devises pour l'importer et au monopole dans l'importation de ce produit. Ce qui a été affirmé par Marie Chantal Nijimbere, ministre en charge du commerce et de l'industrie devant les sénateurs : « Il n'y a pas assez de devises. Sinon, on pourrait même constituer des stocks stratégiques. Des stocks pouvant couvrir des mois voire une année ».

Dans « Umuzinga Day 3 », Edouard Normand Bigendako, gouverneur de la Banque centrale a annoncé que la banque qu'il chapeaute a pris des mesures pour contenir l'inflation et limiter les pressions sur le taux de change.

Pour faire face à la pénurie répétitive du carburant, Parole et Action pour le Réveil des Consciences et



« Il n'y a pas assez de devises. Sinon, on pourrait même constituer des stocks stratégiques. Des stocks pouvant couvrir des mois voire une année ».

L'Evolution des Mentalités (Parcem) a proposé la mise sur pied d'un cadre de dialogue avec les experts et les partenaires du secteur. Elle a invité le gouvernement à envisager la possibilité de demander l'assistance des pays amis ou de contracter un crédit d'urgence auprès des

organismes internationaux afin de relever le niveau des réserves de change.

Des promesses tant attendues

Dans le contexte de faire face à la

pénurie récurrente du carburant, en mars 2023, Albert Shingiro, ministre burundais des Affaires Etrangères et Masahiro Imai, ambassadeur du Japon au Burundi ont signé un accord de don de carburant d'une valeur de 3,45 millions USD.

En mai 2022, Valery Mikhaylov, ambassadeur de la Russie au Burundi a souligné que son pays est en train de contourner les problèmes logistiques causés par les sanctions de l'UE. Cela afin de livrer le carburant au pays.

De plus, en janvier dernier, Muhammadu Buhari, ex-président du Nigéria a promis à Audace Niyonzima, ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique de contribuer à résoudre la pénurie du carburant dans notre pays. Cela via une requête auprès de la Nigerian National Petroleum Company Limited.

Dona Fabiola Ruzagiriza

ECONOMIE

L'inflation en mode ascendante

Depuis 2022, le taux d'inflation bat les records et l'année touche à sa fin sans qu'elle soit maîtrisée. L'économie burundaise subit de plein fouet les conséquences de la crise économique mondiale aggravée par des facteurs internes, en l'occurrence la détérioration des indicateurs macro-économiques

Les statistiques montrent que l'inflation alimentaire a augmenté de 40,5% en octobre dernier. L'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) renseigne que les cours du haricot sec enregistrent une hausse de 95,0% par rapport à la même période en 2022. Ces derniers jours, la sous-région a connu une pluviométrie anormalement élevée. Le pays était en proie aux aléas climatiques. Dans les marais, des champs de cultures ont été engloutis par les alluvions. Au niveau des collines, la surabondance



Les prix des denrées alimentaires ont continué à grimper durant toute l'année 2023.

de la pluie a entraîné l'érosion superficielle et appauvrit le sol en éléments nutritifs. Ce qui plombe la

productivité agricole, surtout pour les légumineuses et les céréales. Ces chocs affectent fortement les

moyens d'existence des populations et impactent également les chaînes d'approvisionnement et les prix des denrées essentielles sur le marché. D'où la hausse généralisée des prix des produits de première nécessité qui continue toujours.

Les produits importés n'ont pas fait exception

L'inflation importée n'était plus à démontrer. Les prix des articles divers (les huiles végétales, le sel, la gamme des produits manufacturés) ont augmenté en flèche. La double hausse du prix du carburant, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la dépréciation continue du BIF ont influé sur les prix des produits importés. La détérioration continue du BIF et la différence de 80 % entre les taux de change officiel et parallèle du BIF ont entraîné des prix élevés pour les produits alimentaires importés.

La ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme a affirmé que la récente dévaluation de la monnaie burundaise affecte l'ensemble des entreprises locales. Mais pas que cela, la pandémie de Coronavirus, la crise russo-ukrainienne, mais également la hausse du prix du carburant à la pompe influe sur le coût de production des industries locales dans la mesure où les industriels font recours aux énergies de secours (groupes électrogènes) pour contourner le problème de déficit énergétique », a-t-elle expliqué devant la chambre haute du parlement.

selon Marie Chantal Nijimbere, ministre en charge du commerce, ces trois facteurs combinés ont poussé les industriels à réviser les prix, car les coûts de production et de la logistique sont en nette augmentation.

Dona Fabiola Ruzagiriza

SOCIETE

Pénurie d'eau : une impasse

La pénurie d'eau potable que ce soit à Bujumbura ou à l'intérieur du pays est parmi les sujets qui ont fait couler beaucoup d'encre et de salive cette année. Malgré mille et une promesses et chantiers, la Regideso n'a toujours pas trouvé de solution à cette préoccupation de la population

En plus d'une couverture en eau potable très basse, le Burundi souffre également des pénuries répétitives d'eau. Et cela à Bujumbura, capitale économique et partout ailleurs dans le pays. Dans certains quartiers, les robinets peuvent passer jusqu'à une semaine voire plus, étant à sec. Cela est dû à beaucoup de défis auxquels fait face la Regideso comme l'a signalé le porte-parole du ministère ayant l'hydraulique dans ses attributions. Il a cité notamment les équipements vétustes, la faible production d'eau potable par rapport à la demande,

les problèmes liés au recouvrement des arriérés, pour ne citer que cela.

Pour essayer de partager le peu de cette denrée disponible, la Regideso fait parfois recours à une stratégie de rationnement de l'eau. Si tels quartiers sont approvisionnés en eau potable aujourd'hui, les autres qui restent demeurent en attente et vice-versa.

Les cours d'eau, un recours qui ne rassure pas

Pour satisfaire ce besoin indispensable, certains font recours aux cours d'eau les plus proches de chez eux. D'autres, font recours aux eaux diluviennes. S'il pleut, ils se précipitent pour collecter les eaux qui proviennent des toitures. Ils utilisent souvent cette eau pour faire la cuisson des aliments, le lavage des habits et la propreté en général. Ce qui n'est pas sans conséquences néfastes sur leur santé.



Dans certains quartiers, les robinets peuvent passer jusqu'à une semaine voire plus, étant à sec.

Pour la catégorie de la population plus ou moins nantie, l'achat de l'eau potable a été déjà intégré dans leurs dépenses mensuelles malgré la présence des robinets de la Regideso dans leurs parcelles. Un bidon de 20 litres d'eau s'achète entre 100 FBu et 1000 FBu

Des prévisions et encore des prévisions

En matière de gestion intégrée des ressources en eau et d'assainissement, le Plan National de Développement pour la période 2018-2027 stipule que les défis du secteur sont le manque de cadre légal

et institutionnel, la préservation et la valorisation durable des ressources en eau, la mise en place du code d'assainissement, la promotion de l'assainissement de base en milieu rural, la création d'une base de données sur l'eau et l'assainissement et l'aménagement adéquat des bassins versants.

La stratégie sectorielle alignée au Plan National de Développement du ministère en charge de l'hydraulique prévoit une extension du système d'alimentation en eau potable dans la partie Sud de la ville de Bujumbura et dans les nouveaux quartiers viabilisés de la ville de Bujumbura par captage des eaux du lac Tanganyika. Le coût global de la réalisation de ces activités est évalué à 132,068 milliards de BIF, soit 71,201 millions USD. Elle envisage aussi l'élaboration d'un schéma de développement du réseau d'Alimentation en Eau Potable (AEP) de la ville de Bujumbura.

Florence Inyabuntu

L'épidémie de Choléra dans nos murs

Pour la nième fois, il a été déclaré au début du mois de janvier 2023, une épidémie de choléra dans la Mairie de Bujumbura. Pour certains, cette épidémie figurant sur la liste des maladies de mains sales aura toujours sa place au Burundi aussi longtemps que des mesures solides et permanentes ne sont pas prises pour améliorer les conditions hygiéniques

« Je voudrais déclarer l'épidémie de choléra dans le District Nord et le District centre de la Mairie de Bujumbura et attirer l'attention des pouvoirs publics et de la population burundaise en général et celle des zones touchées en particulier pour que nous puissions conjuguer nos efforts pour circonscrire et arrêter la propagation de cette épidémie dans notre pays », a déclaré Mme la ministre ayant la santé dans ses attributions le 1^{er} janvier 2023.

Sommes-nous aujourd'hui à l'abri du choléra ?

Comme on peut le lire dans le communiqué sorti par la ministre, cette épidémie a fait résurgence après les fortes pluies qui se sont abattues sur la Mairie de Bujumbura et ses environs au cours de la semaine du 26 au 31 décembre 2022, causant un débordement des toilettes. Cette maladie potentiellement épidémique est aussi causée par le manque d'eau potable, la mauvaise hygiène individuelle et environnementale qui se traduit par la consommation d'une eau non potable et des aliments contaminés, la mauvaise



Pourquoi faut-il toujours attendre qu'il soit trop tard pour prendre des mesures de renforcement de l'hygiène ?

hygiène des mains et la mauvaise élimination des selles et une gestion calamiteuse des ordures.

Selon les différents reportages de Burundi Eco dans certaines places publiques, tous ces facteurs favorisant l'écllosion de l'épidémie de choléra ci-haut cités restent une réalité. Il se remarque encore des toilettes qui débordent à cause des pluies abondantes, sans parler du manque d'eau potable qui hante

actuellement presque tous les quartiers de la ville de Bujumbura, pour ne citer que cela. A voir ces mauvaises conditions hygiéniques, nous pouvons nous demander si nous ne sommes pas des victimes potentielles du choléra.

Des mesures à renforcer

A travers ce communiqué, le ministère ayant la santé publique dans ses attributions a rappelé

à la population en général et à celles des zones touchées par le Choléra en particulier d'observer les mesures d'hygiène individuelle et collective pour ne pas attraper cette maladie. Pendant cette période d'épidémie de choléra, il a été demandé à l'administration territoriale des zones touchées par cette épidémie de prendre des mesures conséquentes notamment l'interdiction du commerce de rue des aliments cuits et de ceux qui

se mangent crus, de faire un effort particulier pour assainir le milieu et de mobiliser la population pour un usage correct des latrines. Et certains se demandent s'il faut toujours attendre qu'il soit trop tard pour prendre des mesures de renforcement de l'hygiène.

Florence Inyabuntu

ECONOMIE

Des forums oui, mais pour quels résultats ?

Dans le souci de trouver des solutions susceptibles d'accroître l'économie du Burundi, il a été organisé différents forums au cours de l'année 2023. D'abord le Forum National sur le développement du Burundi 2^{ième} édition et ensuite, le Forum Nation du secteur privé (Umuzinga day), 2^{ième} édition. Lors de tous ces forums, il a été démontré que le Burundi a encore un long chemin à faire pour que la vision « pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 » devienne une réalité

« Du 20 au 21 avril 2023 s'est déroulé à Bujumbura le Forum National sur le développement du Burundi, 2^{ième} édition. Au menu de ce forum figuraient des thématiques comme : la vision et la finalité de la Vision « Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 », l'écologie et le patrimoine durable, cadre macro-économique propice et la mobilisation des ressources, l'efficacité économique (agriculture, infrastructures, énergie, mines, services), pour ne citer que celles-là.

Lors de ce forum, il a été démontré que le Burundi a encore un long chemin à parcourir, pour réussir une amélioration efficace de son économie. Comme il a été expliqué, cette réussite doit passer par la modernisation de l'agriculture, l'accès universel à l'électricité, l'exploitation durable des mines



Lors de ce forum, il a été démontré que le Burundi a encore un long chemin à parcourir, pour réussir une amélioration efficace de son économie.

et carrières, le développement d'une industrie manufacturière compétitive, etc.

Ce forum a succédé à un autre qui avait eu lieu en 2022. Un peu avant ce grand rendez-vous, le journal Burundi Eco avait fait un bilan de la mise en application des recommandations issues du Forum

National sur le développement, première édition. Et de constater que la plupart des recommandations issues de la première édition n'ont pas été réalisées.

Umuzinga Day

Le forum du secteur privé a été

baptisé « Umuzinga Day ». Il a eu lieu pour la deuxième fois à Bujumbura en date du 27 au 28 novembre 2023. Ce forum constitue une occasion d'inciter les entreprises du secteur privé à participer plus activement au développement socio-économique du Burundi. La deuxième édition d'Umuzinga Day était aussi une occasion d'évaluer la mise en œuvre

des recommandations issues de la première édition et de mettre en place un mécanisme permanent de suivi des recommandations des journées d'Umuzinga Day.

Cette deuxième édition a été organisée sous la bannière d'une nouvelle vision du Burundi, à savoir : Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Comme l'a fait savoir Olivier Suguru, président de la Chambre Fédérale de Commerce et de l'Industrie du Burundi (CFCIB), le secteur privé doit être la locomotive de cette vision. « Le secteur privé devrait produire des biens et des services de qualité pour nourrir la population burundaise et exporter », explique-t-il.

La CFCIB s'est réjoui du pas franchi dans la mise en place des textes instituant le dialogue public-privé et a appelé à la finalisation et à l'analyse de ces textes par le gouvernement. Il a également demandé que ce cadre puisse se réunir deux fois par an pour analyser de fond en comble les obstacles au développement du secteur privé en vue de créer un secteur privé dynamique, responsable, innovant et compétitif. M. Suguru a proposé également une évaluation trimestrielle pour analyser le pas déjà franchi et rectifier le tir chaque fois que de besoin.

Florence Inyabuntu



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

